de l'ONU, il est essentiel que celle-ci soit forte pour permettre de parvenir au genre de sécurité coopérative que nous envisageons.

Mais d'autres organismes ont aussi un rôle à jouer. Notre façon d'envisager la sécurité coopérative tient également compte de l'importance de la responsabilité régionale. Le Canada est membre d'un plus grand nombre d'organisations régionales que les États-Unis. À ces tribunes, la question de la sécurité a été propulsée en tête de l'ordre du jour.

Au sein de l'Organisation des États américains (OEA), par exemple, les questions relatives à la sécurité de l'hémisphère, dont la non-prolifération et le contrôle des armes classiques, font actuellement l'objet d'un débat sérieux. La sécurité figurera cet été pour la première fois à l'ordre du jour d'une réunion de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE). En Europe, l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) réévalue son rôle en ce qui concerne les questions de sécurité dans l'avenir.

Quel que soit l'organisme, la sécurité coopérative reposera de plus en plus sur une gamme de réponses possibles de la part de la communauté internationale, en vue de garantir le maximum de souplesse, d'opportunité — et d'anticipation. Par exemple, pour «édifier la paix», nous devons utiliser certains de nos fonds d'aide au développement afin d'appuyer les droits de la personne et l'instauration d'institutions démocratiques. Comme les démocraties s'attaquent rarement les unes les autres, il est dans notre propre intérêt d'appuyer à un stade précoce les démocraties naissantes.

Le Canada s'est mérité le respect grâce à ses programmes d'aide au développement et passe pour un pays qui s'est engagé à consacrer ses ressources à l'application de ses principes. En Europe de l'Est, en Europe centrale et dans l'ancienne Union soviétique, nous nous sommes taillé notre réputation grâce à un cadre de coopération économique qui est en avance sur celui de la plupart des autres pays du G-7, du moins sur une base par habitant.

À mon avis, le Canada a fait sa part pour venir en aide à ces pays. Et nous avons été francs avec les gouvernements qui n'ont pas encore assumé leurs responsabilités en cette période difficile.

Lorsqu'elle a renoncé au communisme, la Russie a dû faire face à des difficultés considérables pour établir une économie de marché et un système démocratique comparables aux nôtres. Elle s'est également engagée à réduire son stock d'armes nucléaires et à régler les problèmes plus généraux de la sécurité régionale et mondiale. Mais elle devra faire face à d'autres problèmes économiques qui résulteront de la destruction de son programme nucléaire, et elle doit résoudre les problèmes intérieurs que comporte la gestion des conflits ethniques et raciaux à sa